

Sylvie Tissot

Université de Strasbourg, Groupe de sociologie politique européenne (GSPE)

De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures

Loin des clichés sur les « élites mondialisées », la question de l'espace, et plus particulièrement du rapport au local – qu'il s'agisse de la ville ou du quartier –, est au centre d'une abondante littérature sur les catégories supérieures. De nombreux travaux historiques existent, en France et ailleurs, sur les « enclaves » urbaines réservées à ceux qui aiment s'y regrouper, ou plus généralement sur les formes d'investissement de l'espace dans la construction des notabilités¹. Mais on peut dire que les modalités de ségrégation et d'agrégation dans la ville ont été une des voies de renouvellement des études sociologiques sur la bourgeoisie depuis les années 1990 en France². De ces travaux sociologiques se dégage l'idée que les catégories supérieures se regroupent, de façon encore plus systématique que les classes populaires, au sein de quartiers spécifiques. Surtout, ils montrent que si les réseaux internationaux démultiplient les capitaux et les

possibilités de les accumuler, l'ancrage, que ce soit au niveau du pays, des villes ou du quartier, reste nécessaire à la reproduction des positions³.

Le propos de cette note de recherche s'inscrit dans la continuité des interrogations sur la manière dont le pouvoir d'un groupe social dominant s'inscrit dans l'espace, et, tout autant, dont l'inscription (matérielle ou mentale, par les pratiques ou les représentations) dans l'espace, ou dans des espaces multiples, vient établir et consacrer ce pouvoir. Plus précisément, il s'agit ici de tester l'usage d'une notion, forgée et utilisée à l'occasion d'enquêtes sur les classes populaires – le capital d'autochtonie –, pour rendre compte des rapports à l'espace d'une fraction des classes supérieures, celle qui s'installe dans les quartiers anciens de centre-ville.

Je montrerai les bénéfices de cette notion, ainsi entendue, pour analyser la manière dont un groupe des classes moyennes et moyennes supérieures parvient à s'approprier un espace. Pour cela, je partirai d'une enquête sur un quartier gentrifié d'une grande ville des Etats-Unis réalisée entre 2004 et 2009. Je soulignerai d'abord comment la constitution d'un capital d'autochtonie a accompagné l'appropriation d'un espace. Je préciserai ensuite ce qui distingue, en termes de rapport à l'espace et notamment de jeu d'échelles, le « capital du petit peuple intégré » comme l'appelle Jean-Noël Retière de celui de résidents à la fois

¹ Beckert Sven, *The Monied Metropolis. New York City and the Consolidation of the American Bourgeoisie, 1850-1896*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Zalio Pierre-Paul, *Grandes familles de Marseille au XX^e siècle : enquête sur l'identité économique d'un territoire portuaire*, Paris, Belin, 1999 ; Hamman Philippe, *Les transformations de la notabilité entre France et Allemagne. L'industrie faïencière à Sarreguemines (1836-1918)*, Paris, L'Harmattan, 2005.

² Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, *Voyage en grande bourgeoisie : journal d'enquête*, Paris, PUF, 1997 ; *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*, Paris, Payot, 1992 ; *Dans les beaux quartiers*, Paris, Seuil, 1989 ; Grafmeyer Yves, *Quand le tout Lyon se compte : lignées, alliances, territoires*, Lyon, PUL, 1992 ; Wagner Anne-Catherine, *Les nouvelles élites de la mondialisation : une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998. Voir également les travaux de géographes à la même époque : Rhein Catherine, Brun Jacques, *La ségrégation dans la ville : concepts et mesures*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Haumont Nicole, Lévy Jean-Pierre, *La ville éclatée : quartiers et peuplement*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1998.

³ Preteceille Edmond, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité », *Sociétés contemporaines*, n°62, 2006, pp. 69-93 ; Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, *Les ghettos du gotha*, Paris, Seuil, 2007 ; Wagner Anne-Catherine, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2007 et son article dans ce numéro.

La notion de capital d'autochtonie

On peut définir le capital d'autochtonie comme « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés »ⁱ. Cette notion a d'abord été utilisée par Jean-Claude Chamboredon et Michel Bozon. Elle a été reprise par Jean-Noël Retière dans sa thèse publiée en 1994 et consacrée à l'espace municipal communiste de la ville de Lanester en Bretagne, avant d'être rediscutée dans un article postérieurⁱⁱ.

La notion de capital d'autochtonie vient décrire l'apparition, dans ce fief, d'une « endocratie ouvrière », dont le pouvoir repose sur la conquête de la municipalité, un investissement associatif intense, et la mainmise sur la mémoire du lieu. Là, l'espace de la ville ne s'offre pas seulement comme le reflet des positions et réputations locales (les ouvriers « travailleurs », « méritants » ou encore « respectables » habitant les quartiers pavillonnaires tandis que les fractions déqualifiées sont reléguées dans les cités HLM) ; l'auteur montre que c'est à partir de l'espace que s'est construite une citoyenneté politique, fortement liée à l'affirmation d'une fierté locale.

Un des intérêts du travail de Jean-Noël Retière est de montrer que ce capital, à la fois produit dans et par l'espace, est, indissociablement, un rapport social : à l'instar de ce qui se passe dans le Winston Parva de Norbert Elias et John Scotsonⁱⁱⁱ, les profits retirés de ces positions s'accompagnent d'une relégation et d'une invisibilisation des classes ouvrières moins respectables, celles qui ne travaillent pas pour les industries d'Etat (les arsenaux), mais dans le bâtiment et la métallurgie. Dans *Logiques de l'exclusion*, Elias et Scotson analysent en effet la manière dont des habitants « historiques » (les « villageois ») se sont installés dans un espace sur la base d'une forte cohésion, en reléguant à la fois socialement et symboliquement d'autres habitants au profil d'ailleurs très proche (des ouvriers anglais). Il y a, chez les auteurs français et anglais, une analyse conjointe des appartenances locales et des formes subtiles de différenciations sociales, symboliques et spatiales qui les accompagnent.

ⁱ Selon l'expression de Nicolas Renahy dans son article, paru dans ce même numéro, sur l'histoire de la notion de capital d'autochtonie.

ⁱⁱ Bozon Michel, Chamboredon Jean-Claude, « L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique », *Ethnologie française*, vol. 10, n°1, 1980, pp. 65-88 ; Retière Jean-Noël, *Identités ouvrières : histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994 et « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n°63, 2003, pp. 121-143.

ⁱⁱⁱ Elias Norbert, Scotson John, *Logiques de l'exclusion : enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, Paris, Fayard, 1997.

dotés et « aventuriers » pour reprendre l'expression de Catherine Bidou : ceux que j'ai étudiés à Boston¹.

Le travail politique d'appropriation des espaces

« *Quand le terrain crée son objet* »

D'abord apparue de façon incidente à l'occasion d'une lecture, la possibilité d'utiliser, pour mon terrain, la notion de capital d'autochtonie s'est imposée dans un moment particulier de l'enquête qui me confrontait à des interrogations sur l'objet même de la recherche et les concepts nécessaires pour analyser de ce que j'étais en train d'observer depuis déjà plusieurs mois. Mon enquête dans le South End a débuté dans le cadre d'une recherche collective coordonnée par Marie-Hélène Bacqué, visant à comparer les projets urbains menés dans deux quartiers en voie de gentrification, la Goutte d'Or à Paris et le South End de Boston². Quartier populaire accueillant depuis la fin du XIX^e siècle, des vagues successives d'immigration, il est considéré dans l'après-guerre comme un des plus pauvres de la ville, et, à la fin des années 1950, il est promis à la démolition. Ce n'est que suite à de fortes mobilisations contre les politiques dites de rénovation urbaine (consistant à démolir des quartiers entiers, reconstruits ensuite par des promoteurs privés) qu'une concertation est mise en place avec les habitants, impulsant un mouvement de valorisation qui fait aujourd'hui du quartier l'un des plus chers et des plus prisés de la ville.

A la fin d'un séjour de recherche en 2007, j'ai assisté à un conflit naissant, lié au projet d'achat de trois immeubles par une association de réinsertion de sans-logis. Un groupe de propriétaires habitant dans la rue avait lancé une pétition pour protester contre cette transaction immobilière. Deux camps se

sont alors constitués au sein des résidents mobilisés, l'un protestant contre le risque de « densité » (les premiers pétitionnaires), l'autre cherchant à défendre, au nom de la « diversité », la présence de résidents non propriétaires et de faible statut socio-économique³. A écouter les défenseurs de la mixité sociale (parmi lesquels figuraient un certain nombre de mes informateurs dans l'enquête), il s'agissait bien d'un conflit opposant des anciens gentrificateurs et des nouveaux, des « pionniers » et des « yuppies » pour reprendre leurs propres termes, mais aussi l'ouverture à l'égoïsme, le sens de la *community* contre les logiques de l'argent.

Alors que les autres chercheurs de l'équipe avaient principalement enquêté sur les groupes dits « communautaires » (composés de résidents noirs et hispaniques luttant contre la rénovation urbaine et pour la construction de logements sociaux), je m'étais concentrée sur le rôle des associations de quartier, c'est-à-dire celles des propriétaires blancs. Le déclin des mouvements militants et leur professionnalisation au sein d'« entreprises communautaires »⁴ pouvaient laisser penser que parallèlement, des gentrificateurs à la fois plus dotés et moins progressistes que ceux qui les avaient précédés étaient en train de prendre la main sur les associations de quartier, et sur des « anciens » plus favorables à la mixité sociale. Cette grille d'analyse venait par ailleurs confirmer les résultats de nombreux travaux décrivant la gentrification comme la succession de vagues migratoires s'accompagnant d'une fermeture croissante des résidents les plus récents par rapport aux « hippies » ou « artistes » formant les rangs des pionniers⁵.

³ Sur ce conflit Tissot Sylvie, « Quand la mixité sociale mobilise des gentrificateurs. Enquête sur un mot d'ordre militant à Boston », *Espaces et sociétés*, n°140-141, 2010, pp. 127-142.

⁴ Bacqué Marie-Hélène, « Associations communautaires et gestion de la pauvreté », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, 2006, pp. 46-66.

⁵ Dansereau Francine, « La réanimation urbaine et la reconquête des quartiers anciens par les couches moyennes : tour d'horizon de la littérature nord-américaine », *Sociologie du travail*, n°2, 1985, pp. 191-205 ; Anderson Elijah, *Streetwise : Race, Class, and Change in an Urban Community*, Chicago, University of Chicago Press, 1990 ; Ley David, *The new middle Class*

¹ Bidou-Zachariasen Catherine, *Les aventuriers du quotidien : essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 1984.

² Bacqué Marie Hélène, *Projet urbain en quartier ancien : la Goutte d'Or, South End*, rapport pour le PUCA, 2005.

Le schéma qui m'était fourni par des enquêtés est venu se heurter à quelques faits gênants. Installée depuis 2001 dans le South End, âgée de 62 ans, femme d'un avocat ayant longtemps habité dans une banlieue résidentielle, la leader de la « diversité » pouvait difficilement être classée parmi les « pionniers ». L'hétérogénéité – notamment en termes de positions sociales et idéologiques – du groupe qu'elle a constitué en réaction aux résidents en colère était tout autant troublante. Pourquoi donc la fondatrice du groupe local le plus conservateur (la société savante du South End) qui m'avait exposé sans détour sa sympathie pour George Bush et son soutien à la guerre en Irak, dont je savais déjà l'engagement actif dans les années 1970 contre la construction de logements sociaux, venait-elle soutenir la présence de sans-logis dans le South End ? La remise en cause de cette grille de lecture produite par les enquêtés eux-mêmes s'apparentait finalement à l'expérience racontée par Retière aux débuts de sa recherche. Prisonnier des familles ouvrières respectables de la ville et de leur communion dans un passé glorieux, il évoluait alors dans une autochtonie faussement consensuelle : quand « le terrain crée son objet », explique-t-il.

Il me fallait donc sortir à la fois du groupe des enquêtés, me renvoyant sans cesse les uns aux autres, et de leur vision. L'intense mobilisation pour défendre un projet d'insertion dans le quartier laissait en fait penser qu'en dépit des clivages idéologiques, ces résidents étaient unis par quelque chose de plus fort que le soutien à une association caritative. La participation à ce combat des principales associations de propriétaires blancs constituait un sérieux indice : il m'a fait suspecter que se jouait aussi la mobilisation d'un groupe pour défendre son autorité sur le quartier et le droit de décider des populations autorisées à y résider. Une réunion du comité constitué pour défendre l'association d'insertion des sans-logis à laquelle j'ai assisté a été instructive : non seulement par son affluence, mais par la visibilité, à travers la présence des représentants de la plupart des groupes locaux, d'un groupe uni et mobilisé pour empêcher une

Présentation de l'enquête

L'enquête porte sur un groupe de résidents du South End, un quartier ancien de centre-ville de Boston et le rôle de leur mobilisation dans la requalification du quartier des années 1960 à nos jours. Cette mobilisation se déploie au sein de groupes locaux divers : associations de quartier, associations de gestion des parcs, société savante. Les membres de ces associations occupent, pour leur quasi totalité, des professions définies par une forte qualification, un haut niveau de revenu et des postes d'encadrement (avocats, banquiers, architectes, cadres dirigeants, consultants, agents immobiliers), qui sont les critères habituellement utilisés aux Etats-Unis pour définir les classes moyennes supérieuresⁱ. L'enquête, centrée sur le groupe des notables mobilisés au cours de ces décennies, repose sur 77 entretiens, menés en grande partie avec ces derniers, mais aussi avec des résidents ayant quitté le groupe, ou qui lui sont extérieurs, ou encore des acteurs de la municipalité.

Le South End a été créé au milieu du XIX^e siècle. D'abord occupé par une population bourgeoise, il est devenu la porte d'entrée des immigrés de Boston à partir de la fin du XIX^e siècle. Au sortir de la seconde guerre mondiale, c'est le quartier le plus pauvre de la ville, et qui comprend le plus important pourcentage de noirs, la population la plus stigmatisée. Il connaît un mouvement de requalification à partir des années 1960 quand des ménages des classes moyennes viennent s'y installer. Il reste aujourd'hui un quartier « mixte » puisque composé de 28160 habitants en 2000, il comprend 14048 blancs, 7053 noirs, 3236 Asiatiques et 4578 hispaniques. Le niveau de revenu moyen sur certains des îlots du South End (ceux proches du centre-ville et les plus éloignés des cités d'habitat social) est toutefois similaire à celui des quartiers les plus riches de la ville. Surtout, il se caractérise par un fort contrôle de l'espace par un groupe qui « donne le ton »ⁱⁱ. Cette note de recherche se veut un retour réflexif sur les concepts utilisés pour rendre compte du rapport à l'espace de ce groupe.

ⁱ Gilbert Dennis, Kahl Joseph, *The American Class Structure : a New Synthesis*, Belmont, Wadsworth, 1993.

ⁱⁱ Chamboredon Jean-Claude, Lemaire Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, vol. 11, n°1, 1970, pp. 3-33.

poignée de résidents de s'immiscer dans leur gestion des affaires du quartier.

Dans ce combat pour réaffirmer une notabilité locale, la mixité sociale n'était pas qu'une « façade » ; elle formait plutôt un des ciments du groupe, constitué autour de la défense (mais régulée) de la diversité de la population. Il ne s'agissait donc pas de rabattre la mobilisation pour la mixité sociale sur de simples luttes d'intérêt (mal) masquées par des pétitions de principe. La lutte à laquelle j'ai assisté a bien été menée au nom de valeurs, et a appelé des formes de dévouement intenses – comme l'ensemble des mobilisations au sein des groupes locaux de propriétaires blancs depuis les années 1960. Ces valeurs fondent la légitimité progressivement conquise à intervenir dans la gestion de la pauvreté dans le South End, au nom d'une mixité sociale dont les résidents se veulent les défenseurs, mais dont ils prétendent aussi être les gardiens vigilants de sa juste définition. J'ai finalement compris que c'étaient ce pouvoir progressivement constitué au cours de quatre décennies (non sans luttes internes) et les frontières délimitant le groupe qui constituaient mon objet. Du « pouvoir » au « capital », il n'y avait qu'un pas à franchir.

Les ressources scientifiques du « capital d'autochtonie »

Pour étudier ce pouvoir, la notion de capital d'autochtonie a en effet fourni une double ressource, liée en quelque sorte aux deux mots de l'expression. Le concept de capital permettait d'abord de désigner les ressources non économiques détenues par le groupe, que j'allais pouvoir étudier dans leur complexité. Dans le South End, son pouvoir est politique dans le sens où il implique une gestion des affaires du quartier sans pour autant être lié directement, contrairement aux ouvriers de Lanester, à la conquête de l'appareil municipal. Il est constitué de capital culturel (écriture et célébration de l'histoire du quartier ; transformation de l'architecture délabrée du South End en patrimoine reconnu par les institutions les plus légitimes de la ville) et de capital social (via l'établissement de liens avec les associations caritatives ou les conseillers municipaux). Mais il repose aussi sur une

autorité morale constituée à partir de la défense d'une mixité sociale limitée mais valorisée, de l'engagement en faveur de la *community* contre la municipalité sourde aux revendications des habitants. Cette autorité provient aussi de l'organisation d'une sociabilité de voisinage régulée et d'un contrôle des espaces publics. La notion de capital permettait de décrire les profits tirés d'une légitimité particulière, reposant sur une forte dimension philanthropique qui, couplée avec la référence à la *community*, s'avérait bien être, pour ces classes moyennes supérieures étasuniennes, déterminante dans l'établissement de leur notabilité¹.

Surtout, la conception du capital comme ressource reposant sur un rapport social de domination permettait, comme Jean-Noël Retière l'avait fait en s'inspirant de Norbert Elias, de mettre en évidence la manière dont cette respectabilité a été conquise par un groupe contre d'autres. S'inscrire dans cette perspective me permettait de rendre compte des luttes et les clivages que mes enquêtés avaient soigneusement occultés au profit d'un récit enchanté sur les « pionniers » défenseurs depuis toujours de la mixité sociale, mais confrontés à l'arrivée récente et malheureuse de « yuppies » égoïstes. Les conflits actuels qui étaient mis en avant à l'occasion de la transaction immobilière contestée venaient en effet efficacement faire oublier le processus d'« accumulation primitive » du capital d'autochtonie des dernières décennies. La célébration de l'autochtonie qui s'exprimait à travers la défense de la mixité sociale et la mise à distance de ceux qui ne savent pas en goûter les vertus était aussi bruyante que mes interlocuteurs étaient silencieux sur les luttes des années 1960 et 1970 : des luttes mettant en scène des propriétaires généralement progressistes mais, pour une fraction d'entre eux très conservateurs, alors que le mouvement des droits civiques s'étendait à Boston, et dans le South End en particulier. L'enquête pouvait désormais s'appliquer à décrire ces concurrences, analyser les alliances complexes

¹ Sur l'importance des frontières morales chez les classes moyennes supérieures étasuniennes comparées à leurs homologues français, Lamont Michèle, *La morale et l'argent : les valeurs des cadres en France et aux Etats-Unis*, Paris, Metailié, 1995.

qu'elles ont occasionnées (et qui ne se résument pas à « anciens » et « nouveaux » habitants), et en expliquer l'issue.

Cette reformulation de l'objet conduisait finalement à insister sur un ressort peu étudié de la gentrification, à savoir la dimension politique de l'appropriation d'un espace qui est, plus ou moins ouvertement, contestée, et donne lieu à des formes (plus ou moins institutionnalisées) de mobilisation collective¹. La notion de « capital », doublée de celle de « notabilité », me permettait de prendre mes distances par rapport aux visions trop homogénéisantes (voir enchantées) de gentrificateurs communiant dans un même goût du mélange et de l'aventure. Elles avaient en même temps comme vertu de ne pas réduire les luttes politiques à un simple reflet des logiques du capital économique, ou de simplement souligner le décalage entre les professions de foi et les pratiques, au risque de réduire les premières à une simple façade². Armée du concept de capital entendu au sens bourdieusien, j'étais en mesure de rendre compte de la construction d'un groupe à l'occasion d'une migration résidentielle. Faire la genèse du groupe consistait alors à étudier la mobilisation de leurs porte-paroles à travers les associations locales, et à dégager le style de vie ou l'habitus autour duquel ce groupe s'est constitué.

La deuxième partie de l'expression – autochtonie –, ouvrait la voie à une analyse de la dimension spatiale de ce pouvoir. Les résidents du South End forment une notabilité, c'est-à-dire un pouvoir qui s'exerce à l'intérieur d'un espace circonscrit, celui du quartier : progressivement institutionnalisés, les groupes locaux ont conquis le droit de contrôler les projets immobiliers, l'activité commerciale et la présence des « indésirables ». Elles n'ont pas pour autant servi de

tremplin pour des stratégies se déployant à l'extérieur du quartier et dans d'autres champs. Mais l'autochtonie chez Retière ne vise pas seulement à délimiter les frontières d'un pouvoir. Elle permet aussi d'analyser la manière dont l'espace a participé à la construction de ce capital.

Dans le South End comme à Lanester, c'est à partir de la sphère associative que s'est instituée cette notabilité : non pas le centre social, les clubs sportifs, la mutuelle ou l'association de boule, mais plutôt les associations de quartier (regroupant chacune quelques pâtés de maison), celles prenant en charge, sur un mode semi privé, les parcs, mais aussi la société savante du South End. Ces groupes, associés à des territoires précis, investissent des questions très localisées – gestion des relations avec les restaurateurs, les promoteurs immobiliers et les associations caritatives, rénovation des parcs – par lesquelles un contrôle efficace des espaces publics est mis en place. Le pouvoir des notables apparaît ainsi comme un formidable pouvoir de marquer les espaces³. Il passe par la création de nouveaux commerces (après la campagne menée au milieu des années 1970 pour faire fermer les bars les plus mal famés), la constitution de lieux exclusifs (parcs à chiens pour maîtres fortunés), et un encadrement strict du public des associations caritatives (anciens toxicomanes, sans-logis, femmes battues, retraités, patients de l'hôpital public), relégué dans une quasi invisibilité tandis que les résidents des cités sont cantonnés dans la stricte périphérie de leur habitat et des quelques rues environnantes.

A la différence du terrain de Retière toutefois, le lieu de travail ne participe pas massivement à la construction des positions locales : certes, trajectoires résidentielles, militantes et professionnelles se croisent parfois. C'est le cas de certains responsables associatifs finalement embauchés à la mairie dans le cadre de dispositifs de rénovation. C'est le cas des agents immobiliers (par ailleurs très engagés dans la société savante) qui entrent dans le

¹ Lévy Jean-Pierre, « Gentrification », in Segaud Martine, Brun Jacques, Driant Jean-Claude (eds), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002, pp. 199-201.

² Sur l'opposition entre les analyses de la gentrification insistant sur les valeurs des « nouvelles classes moyennes » attirés par les quartiers mixtes et l'approche d'inspiration marxiste mettant en évidence le rôle des producteurs de la ville et le retour du capital dans les quartiers anciens, voir Lees Loretta, Slater Tom, Wylie Elvin, *Gentrification*, London, Routledge, 2008.

³ Ripoll Fabrice, « Réflexions sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », in Bulot Thierry, Veschambre Vincent (dir.), *Mots, traces et marques : dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 15-36.

métier en reconvertissant un véritable capital social local : la connaissance des propriétaires (notamment d'hôtels meublés) susceptibles de vendre, et l'obtention de leur confiance pour obtenir l'exclusivité sur les ventes, garante de commissions avantageuses. A mentionner aussi les commerçants (restaurateurs ou encore propriétaires de commerces pour chiens) qui ont prospéré, à partir de positions professionnelles initialement instables, en mobilisant leur ancrage dans le quartier. Ils ne représentent toutefois qu'une fraction des notables, et leurs commerces et agences ne forment pas, à la différence des associations, des lieux de rencontre et de mobilisation collective décisifs.

L'acquisition d'un capital autochtonie dans le South End désigne finalement le processus par lequel une fraction des catégories supérieures est parvenue à s'approprier un territoire à la fois du point de vue urbanistique, social et symbolique, au détriment d'autres groupes. Ou, en d'autres termes, la construction, au cours des décennies, d'une « ancienneté » au sens de Norbert Elias, qui ne résulte pas de l'écoulement des années mais indique une position de pouvoir. Cette appropriation a été rendue possible par un ancrage local fort, mais dans le même temps par un jeu d'échelles complexe.

Le jeu des échelles dans la construction du capital d'autochtonie

Les ressorts municipaux de la notabilité de quartier

Si, comme le capital d'autochtonie des Lanestériens, celui des notables du South End n'est guère reconvertible à l'extérieur du quartier, il se distingue par le jeu des échelles qui rend possible son accumulation. Leur pouvoir ne se construit pas, en effet, localement, à partir du lieu de travail (les arsenaux), de la municipalité et de l'extension de la sphère associative comme dans la ville bretonne. Il implique la mobilisation de ressources extérieures au quartier, qui n'est elle-même possible qu'en raison du profil des personnes concernées. En d'autres termes, le quartier n'est une ressource (et donc le capital « autochtone ») que parce que les résidents sont

suffisamment dotés pour en mobiliser d'autres¹.

L'émergence des associations de quartier, au sein desquelles les propriétaires blancs vont s'imposer, intervient dans un contexte particulier, celui d'un gouvernement fédéral fortement interventionniste. La vaste entreprise de requalification des centres anciens dans laquelle il est engagé après la seconde guerre mondiale va impulser des recompositions socio-spatiales et politiques majeures. A Boston, et plus particulièrement dans le South End, elle prend une ampleur considérable. La rénovation urbaine vise à transformer un centre-ville décimé par la Grande Dépression des années 1930, le déclin industriel de la ville, et la fuite vers les banlieues résidentielles. Mais le « Nouveau Boston » qui va sortir de terre est aussi politique : pour les maires qui prennent le pouvoir après la guerre (et en particulier Kevin White en 1968), il s'agit de refonder l'appareil politique traditionnellement tenu par des réseaux « irlandais » en élargissant sa base : à la fois vers la population noire en ébullition alors que se multiplient les émeutes dans le Nord du pays dans la deuxième partie des années 1960, mais aussi les classes moyennes blanches progressistes, en attente d'une administration à la fois plus « moderne » et plus sensible aux questions « raciales »².

Le maire Kevin White va précisément répondre à ces attentes, en renonçant à la démolition totale de ce qui n'était considéré que comme des « zones de taudis » (*slum areas*), et en mettant en place, dans les quartiers populaires, et notamment dans le South End, des dispositifs de concertation avec les habitants : dans le jeu qui se met en place, les associations des propriétaires blancs vont être érigés en interlocuteurs privilégiés, tandis que, à partir des années 1980, les mouvements radicaux sont en déclin et que le retrait du gouvernement fédéral met fin à la construction

¹ Sur le jeu entre implantation locale et ressources centrales dans la construction d'une notabilité, et la « traduction » des ressources, voir Ph. Hamman, *op. cit.*

² Mollenkopf John. H., *The contested City*, Princeton University Press, 1983 ; O'Connor Thomas H., *Building a New Boston : Politics and Urban Renewal. 1950-1970*, Boston, Northeastern University Press, 1993 ; Shabert Tilo, *Boston Politics : The Creativity of Power*, Berlin, New York, W. de Gruyter, 1989.

de logements sociaux. Sur ces groupes associatifs convergent à la fois la sensibilité de jeunes ménages blancs aspirant, dans le contexte des années 1960, à plus de justice sociale, et la défense de leurs intérêts de propriétaires menacés par l'activisme des minorités. Mais aux ressorts militants de ce pouvoir local s'ajoute une impulsion tout aussi décisive : l'appui municipal. La rénovation du quartier est, de fait, cogérée avec les propriétaires des années 1960 jusqu'aux années 1990.

A la faveur de cette co-gestion, se met en place un droit de regard non pas seulement sur la réfection des infrastructures urbaines mais sur l'organisation d'une mixité sociale garantissant aux notables une place dominante. Pour cela, des ressources extérieures autres que celles du champ politique sont mobilisées. Les groupes locaux, et plus précisément la société savante, vont trouver à l'extérieur du quartier, une ressource précieuse, la légitimité culturelle. La Société historique participe, à partir de 1966, à la revalorisation symbolique du quartier dont de nombreux profits économiques sont escomptés (notamment par les résidents agents immobiliers qui y sont très actifs) : la patrimonialisation du South End via la redécouverte de son architecture victorienne conduit à sa labellisation en « quartier historique » en 1983. La réalisation de cette entreprise culturelle, qui est indissociablement une « captation de la mémoire », pour reprendre l'expression de Retière, au détriment des populations immigrées et ouvrières, est rendue possible par une alliance avec le mouvement préservationniste de la ville, l'invitation d'historiens officiels, mais surtout l'importation de leurs grilles de lecture de l'histoire de Boston : le patrimoine architectural y tient une place majeure, tandis que l'industrialisation, l'immigration et les mouvements ouvriers de la fin du XIX^e siècle sont passés sous silence. La force des luttes qui opposent la société savante aux mouvements militants (aux yeux de qui elle représente à la fois les intérêts immobiliers poussant à l'augmentation des prix et le « *white backlash* »¹)

¹ Cette expression désigne le mouvement de résistance des blancs à la lutte pour les droits civiques, notamment quand celle-ci prend un tour plus radical dans le courant des années 1960 avec la thématique du Black Power :

explique que, contrairement à d'autres quartiers gentrifiés, ce ne soit pas localement, en insistant sur le passé ouvrier et la bohème artiste, que se soit construite l'histoire du quartier². Les notables du South End, loin de prendre leur distance avec la bourgeoisie de la ville, vont puiser dans ses institutions les plus légitimes et en reprendre les marqueurs pour conjurer les stigmates de leur adresse.

Dans ce jeu des échelles, ce groupe se distingue toutefois des catégories dominantes traditionnelles, et des fractions établies des classes populaires par le faible rôle de la famille³. Les « établis » d'Elias le sont autant par le secteur associatif que par les lignées familiales, et le localisme et le familialisme constituent les deux fondements de l'autochtonie à Lanester. Nous avons vu comment le pouvoir local des résidents fortunés du South End se construit très largement en dehors de l'espace du quartier. Parallèlement, la famille n'est pas le lieu par où se transmet et s'exprime leur pouvoir collectif. Le nombre important de gays (recherchant dans le South End une plus grande tolérance) et de femmes divorcées ou séparées (en quête, dans un quartier de centre-ville, d'une sociabilité renouvelée et d'une vie moins axée sur l'espace domestique et la conjugalité) explique la moindre centralité de la sphère familiale dans la reproduction des positions. La transmission du capital d'autochtonie s'opère dans les associations sur la base des intérêts communs de propriétaires plus que sur la solidarité familiale. Au-delà des profils

Lawson Steven F., *Running for Freedom. Civil Rights and Black Politics in America since 1941*, Philadelphia, Temple University Press, 1991.

² Simon Patrick, « La société partagée : Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XX^e », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 98, 1995, pp. 180-183. Voir aussi, Lloyd Richard, *Neo-Bohemia. Art and Commerce in the Postindustrial City*, New York, London, Routledge, 2006. Sur la Société historique : Tissot Sylvie, « Naissance d'un quartier "historique" : patrimonialisation architecturale et luttes politiques dans le South End de Boston (1965-1995) », *Sociétés contemporaines*, n°80, 2010, pp. 5-28.

³ Voir les travaux de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot mais aussi : Dezalay Yves, Garth Bryant, « La construction juridique d'une politique de notables. Le double jeu des patriciens du barreau indien sur le marché de la vertu civique », *Genèses*, n°5, déc. 2001, pp. 69-90.

sociodémographiques liés aux trajectoires à la fois biographiques et résidentielles, il faudrait poursuivre l'enquête dans les années à venir pour voir si, au fur et à mesure que les résidents des classes moyennes supérieures restent dans le South End pour y élever leurs enfants (ce qui n'est le cas que depuis très récemment), des lignées de notables s'y constituent.

L'autochtonie : une ressource disputée

Contrairement aux familles des cités de Lanester, ou celles de la zone 3 de Winston Parva (le quartier des *outsiders* de Elias), l'autochtonie fait l'objet, à Boston, de luttes particulièrement vives : c'est une ressource disputée, et conquise par les notables au prix de combats acharnés. Dans les années 1960 et 1970, leur ancrage dans le quartier lui-même est contesté par des groupes qui, sur de toutes autres bases, briguent aussi le rôle de porte-parole du « vrai » South End. Pour les militants, noirs et hispaniques, qui viennent contester frontalement la politique de rénovation urbaine et l'expulsion et le déplacement des plus pauvres, l'espace du quartier est aussi le lieu de déploiement, le moyen mais aussi l'objectif, de la mobilisation.

Cette concurrence dans le rapport à l'espace s'explique par l'évolution du mouvement pour les droits civiques, qui, né dans le Sud des Etats-Unis, gagne le Nord du pays, alors que la thématique du *Black Power* invite à l'auto-organisation communautaire des noirs. Par ailleurs, les tentatives menées par les militants de Boston pour s'attaquer à la ségrégation scolaire au début des années 1960 ont échoué, et la question du logement dans les quartiers noirs va devenir le combat principal contre la ségrégation à la fin des années 1960. Manifestations, occupations se succèdent dans le South End. La lutte est dirigée contre les processus d'appropriation à la fois spatiale et symbolique de la Société historique et les stratégies menées par leurs membres pour se poser et s'imposer comme les « vrais » habitants du quartier. Les intérêts que masquent leur appel à un passé qu'il faudrait ressusciter (la gloire dite victorienne du milieu du XIX^e siècle, avant que le South End ne devienne un quartier populaire) et leur prétendue capacité à déceler, sous les débris du quartier mal famé, les trésors

architecturaux, sont pointés du doigt. Les visites guidées qu'elle organise pour faire voir les trésors de l'architecture ancienne mais aussi son bal annuel sont ainsi perturbés par les militants cherchant à contrer cette opération de « monopolisation symbolique de la citoyenneté », comme l'explique Retière à propos de Lanester. Au discours des notables, répond l'affirmation d'un autre South End, celui des locataires et de toutes les populations à bas revenus, notamment noires, bref la « vraie communauté » contre des intérêts particuliers comme ceux des agents immobiliers. Néanmoins, aucune frontière claire ne sépare deux camps : une fraction non négligeable des nouveaux propriétaires vient soutenir les militants radicaux tandis que d'autres font alliance avec des « anciens », notamment les logeuses, québécoises, irlandaises ou noires, très investies dans les associations de quartier.

Une autochtonie « internationale »

Enfin, à la différence des familles ouvrières respectables de Lanester, l'identité mise en avant par les notables du South End ne se réduit pas à une valorisation exclusive du « local » ; elle se combine avec des références internationales et des pratiques se déployant à multiples échelles. Comme cela a été montré par ailleurs, les usages intensifs du quartier vont de pair avec une forte mobilité urbaine chez les habitants les plus dotés¹. De fait, nombre de résidents actifs du South End voyagent fréquemment, que ce soit aux Etats-Unis (dans les grandes villes de la côte Est), mais aussi en Europe ou, notamment l'hiver, en Amérique centrale ou en Amérique latine. En outre, si tous mettent en avant une riche sociabilité locale, leur usage du quartier se limite à des pratiques très spécifiques : engagement dans les associations de quartier, usage de certains endroits des parcs (comme l'espace pour les chiens) et surtout fréquentation des restaurants qui, par la cuisine qu'ils proposent (pas seulement française, mais aussi indienne, asiatique ou espagnole), offre une expérience du multiculturalisme qu'ils affectionnent.

¹ Authier Jean-Yves, « Les rapports au quartier », in Jean-Yves Authier (dir), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Paris, Economica, 2001, pp. 133-169.

L'exotisme des plats paysans du tiers monde qui y sont servis à des prix prohibitifs pour toute une partie de la population du quartier, vient en effet satisfaire un « populisme culinaire » qui constitue une dimension importante de l'« habitus cosmopolite » de ces notables¹.

Dans le même temps, les événements organisés par les communautés non blanches du quartier (comme la fête annuelle de la cité portoricaine) donnent à voir un entre-soi quasi total : je suis, avec une amie, l'une des seules blanches qui assiste en 2008 au défilé des majorettes, aux compétitions de « *grease pole* » (qui consiste à monter sur un grand mas couvert de graisse et d'y détacher le drapeau porto-ricain), et qui vient goûter la nourriture locale extrêmement riche offerte sur différents stands². L'affichage d'une autochtonie multi-culturelle vient finalement, de façon imperceptible et sous couvert d'ouverture, conforter les micro-mises à distance locales.

Cette identité autochtone très internationale doit beaucoup à l'histoire de Boston, et à l'image qui lui est associée à partir des années 1970. Non seulement l'« Athènes de l'Amérique » a grandement perdu depuis le XIX^e siècle de sa prééminence économique (au profit de New York), mais, au milieu des années 1970, les violentes émeutes des quartiers populaires irlandais contre le plan de déségrégation scolaire ont fait d'elle une ville connue pour son racisme. Aux yeux des catégories supérieures habitant dans la ville (et venant parfois d'autres agglomérations comme New York), le South End, par sa « mixité sociale », gomme l'image provinciale et réactionnaire de Boston. C'est précisément, et

paradoxalement, dans l'espace local (où par ailleurs sont mises en œuvre des formes d'exclusion et de distinction très prononcées) que peut s'affirmer, plus que dans les quartiers traditionnellement bourgeois comme Beacon Hill ou Back Bay, un habitus cosmopolite : comme si le détour par le quartier permettait de retrouver une identité internationale mise à mal par la résidence à Boston. Loin d'être incompatibles, l'influent « local » et l'influent « cosmopolite » décrits par Merton³ viennent donc, dans le South End, se confondre dans une même figure. L'esprit de clocher participe sans contradictions de l'ouverture revendiquée à l'universalisme des cultures, dans un double déni des identités de classe. La nécessité, dans un contexte de très forte conflictualité sociale, d'investir intensément l'espace du quartier pour y faire sa place, mais aussi l'histoire politique de Boston expliquent cette surprenante combinaison.

Conclusion

Tout se passe comme si le rapport à l'espace des dominants se caractérisait, non pas par un détachement des ancrages singuliers au profit d'une mobilité internationale inaccessible aux moins dotés, mais par une capacité à jouer sur différentes échelles. Il reste, par un travail empirique et des enquêtes localisées, à comprendre comment et dans quels contextes, certaines de ces échelles plutôt que d'autres (ou plusieurs combinées) sont activées, cumulant ainsi les profits retirés des investissements spatiaux : le contrôle du quartier résidentiel ou le déploiement de carrières internationales ; la réputation morale du « bon voisin » investi dans sa communauté ou le consommateur cosmopolite ouvert aux cultures du monde. Ce que montre en tous cas cette recherche, c'est la ressource précieuse que peuvent constituer l'ancrage local et la valorisation de l'ancrage local pour les catégories supérieures.

Cette note appelle à la poursuite des réflexions sur les changements intervenus dans la distribution de cette ressource au sein de la société, française ou étasunienne. Dans une

¹ Bourdieu Pierre, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, p. 207 ; Ley David, *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1996, pp. 307-309. Sur le renouvellement des formes de distinction par les consommations alimentaires chez les catégories supérieures, Johnston Josée, Baumann Shyon, « Democracy versus Distinction: a Study of Omnivorousness in Gourmet Food Writing », *American Journal of Sociology*, vol. 113, 2007, pp. 165-204.

² Mario Small parle, à propos de ce festival, d'une « invisible fence, drawn neatly around the Villa that kept residents (and Latinos) in ou nonresidents out ». Small Mario, *Villa Victoria: the Transformation of Social Capital in a Boston Barrio*, Chicago, Chicago University Press, 2004, p. 98.

³ Merton Robert, « Types d'influence : local ou cosmopolite », in *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Armand Colin, 1997, pp. 295-321.

autre recherche, consacrée à la construction du « quartier sensible » comme catégorie de l'action publique dans les années 1985-1995 en France, je montrais que c'est parmi les réformateurs des champs administratifs et politiques que l'appréhension et le traitement localisé de la pauvreté ont été repris, et transformés en sens commun ; c'est au plus haut sommet de l'Etat, jadis représentant de l'intérêt général et dédaigneux des réalités locales, que l'on valorise la « proximité »¹. Il semble clair aujourd'hui que l'autochtonie n'est plus seulement la ressource de dominés cherchant à retourner le stigmate², mais celle d'agents dotés cherchant à construire, asseoir ou réasseoir leurs positions : c'est typiquement le cas de « gentrificateurs » qui ne se limitent pas aux fractions dotés en capital culturel plus qu'en capital économique, mais, comme le montre le cas du South End, englobent des cadres du privé et des professions libérales.

Plusieurs travaux pointent aujourd'hui une relative démonétisation du capital d'autochtonie au sein des classes populaires³. Une question se pose ainsi : cette ressource, naguère détenue par les plus faibles, n'est-elle pas tout simplement, depuis les années 1960, suite à l'inscription de la « participation des habitants » dans les politiques publiques, l'injonction à la « démocratie locale » et la spatialisation des « problèmes sociaux »⁴, captée par les dominants ?

¹ Tissot Sylvie, *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007. Voir aussi : Le Bart Christian, Lefebvre Rémi, *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, PUR, 2005.

² Bourdieu Pierre, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°35, 1980, pp. 63-72.

³ Retière Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie... », *art. cit.* ; Retière Jean-Noël, « Etre sapeur-pompier volontaire. Du dévouement à la compétence », *Genèses*, n°16, juin 1994, pp. 94-113 ; Renahy Nicolas, *Les gars du coin : enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005.

⁴ Tissot Sylvie, Poupeau Franck, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°105, sept. 2005, pp. 5-9.